

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 38 (1958)
Heft: 5

Artikel: Après le référendum et à la veille des élections : où va l'économie française?
Autor: Mathieu, Gilbert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886439>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Où va l'économie française?

par Gilbert MATHIEU

Rédacteur au journal « Le Monde »

Trois mois avant son entrée effective dans le Marché Commun, la France s'est donné une nouvelle Constitution. Inspiré par le général de Gaulle, ce texte a pour but essentiel d'assurer la stabilité gouvernementale à ce pays où les équipes ministérielles changeaient — depuis 80 ans — tous les six mois. Le nouveau mode d'élection — scrutin uninominal à deux tours — va dans le même sens : en détendant les liens entre les élus et leurs partis, il vise à rendre ceux-là plus fidèles au gouvernement.

Ce changement constitutionnel, qui s'accompagne d'un glissement politique — progrès de la droite sous l'effet du « gaullisme » et baisse d'influence des communistes — aura des effets certains sur l'évolution économique de la France. Le succès du second emprunt Pinay — 295 milliards souscrits —, les ventes d'or clandestin à la Banque de France — plus de 150 tonnes — et les rapatriements de capitaux dissimulés à l'étranger constituent les premiers signes du retour de la « confiance ». D'autres suivront sans doute, si la situation politique ne se dégrade pas, comme ce fut si souvent le cas précédemment.

Dans ces conditions, quelles perspectives économiques s'offrent à la France ?

À Paris, le vent est à l'optimisme, au moins dans les sphères officielles. La crise, qui frappe depuis deux ans les États-Unis et s'est étendue depuis un an à l'Angleterre et à l'Europe continentale, n'a pas encore franchi la Manche. Le plein emploi reste assuré; la production industrielle continue à dépasser chaque mois celle de l'an dernier, le déficit des paiements s'est ralenti; l'« impasse » budgétaire s'annonce moins forte que prévu; la productivité augmente... Bref, la situation est plus saine que par le passé, d'où l'on déduit que les lendemains s'annoncent favorablement.

Un bilan réconfortant

Si la conclusion du raisonnement est excessive, les prémisses n'en restent pas moins exactes. Au terme de 13 années de modernisation et d'efforts, l'économie française se présente sous un jour que les fondateurs de la IV^e République n'auraient peut-être pas osé espérer. L'industrie a, en moyenne, plus que doublé sa production par rapport à l'avant-guerre et battu d'environ 60 % ses records de 1929. Depuis 1938, l'industrie pétrolière a quadruplé son activité, la chimie, l'électricité, le gaz presque triplé la leur; la métallurgie, le caoutchouc et les industries de transformation produisent 150 % de plus qu'à la veille de la guerre; le bâtiment, qui travaillait au rythme de 90.000 logements par an, en achève actuellement trois fois plus.

L'énorme effort d'investissements — en grande partie publics — poursuivi dix ans durant porte ses fruits, dotant la France de nouveaux moyens de production et accroissant régulièrement sa productivité. Sur le plan démographique, l'avenir s'annonce favorable, la population active devant croître de 1,9 million de personnes durant la prochaine décennie, tout en rajeunissant sensiblement (24 % de moins de 25 ans, contre 20 % actuellement).

L'agriculture, qui fut longtemps le talon d'Achille de l'économie française, a fait, elle aussi, peau neuve : dix fois plus de tracteurs qu'avant guerre, de meilleurs rendements, des techniques plus élaborées. Longtemps individualiste à l'extrême, le paysan français a maintenant compris l'intérêt de l'entraide technique et de la coopération. L'essor des C. E. T. A. (Centres d'Études des Techniques Agricoles) et des C. U. M. A. (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) le montre bien.

A quoi l'on peut ajouter une meilleure compréhension de l'ampleur et des causes du « gap » en devises, dont n'ont cessé de se préoccuper les gouvernements de la IV^e République (sauf en 1955, ce « gap » n'a jamais pu être comblé). Mieux connaître ses faiblesses constitue en effet un progrès, qui mène à la thérapeutique.

Trois périls immédiats : chômage...

Ce n'est donc pas à tort qu'on peut déclarer réconfortant le bilan actuel. Si la IV^e République n'a pas atteint ses objectifs politiques et sociaux, elle a au moins sérieusement rénové l'économie française. Que fera la V^e ?

Des difficultés immédiates l'assaillent et, à plus long terme, de délicats problèmes, dont il n'est pas sûr qu'elle triomphe aisément. Présentement, la naissance du chômage se conjugue avec la reprise de la hausse des prix, tandis que s'annonce une nouvelle pénurie de devises pour le printemps.

Si l'indice de la production industrielle était encore en août (dernier mois connu) en hausse sur celui du mois correspondant de 1957, il ne l'était plus que de 4 %, alors qu'en février, mars et avril, son avance avait dépassé 11 %. La consommation d'électricité, dont l'accroissement séculaire est d'environ 7 % par an, ne progresse plus que de 5 % environ, révélant un ralentissement réel de l'activité industrielle. Les stocks de charbon ont crû à la mine de plus d'un million de tonnes et de presque autant dans les parcs des centrales thermiques. La sidérurgie, qui coulait 10 à 12 % d'acier de plus que l'an dernier au début de l'année, n'a dépassé que de 4 % en septembre son activité de 1957.

Des secteurs entiers sont en recul sur l'an dernier : les cuirs (— 6 %), le textile, les appareils ménagers (dont plusieurs fabriques ne travaillent qu'à moitié ou au tiers de leur capacité), l'industrie des scooters, l'aéronautique. Ce mouvement était prévisible, étant donné la diminution du pouvoir d'achat de toute une fraction des classes populaires (les prix augmentant plus vite que les salaires et les prestations familiales depuis un an). Les industriels l'avaient d'ailleurs prévu : répondant en juin à l'enquête trimestrielle de l'Institut de statistique, ils pronostiquaient pour l'automne un fléchissement de l'expansion, octobre devant se situer, selon eux, au même niveau que juin (soit à 3 % au dessus d'octobre 1957).

Seule branche favorisée, aux yeux des chefs d'entreprise, l'automobile commence à donner des signes d'essoufflement : la durée du travail diminue, les délais de livraison raccourcissent, le marché de l'occasion faiblit et les négociants parlent déjà de récession. Cette tendance risque de se généraliser dans les prochains mois, lorsque la réduction des investissements publics, décidée en décembre 1957, se fera effectivement sentir. A ce moment, le chômage qui n'est encore qu'épisodique et limité peut se développer. Nombre d'industriels croient à cette issue, ainsi que la plupart des experts officiels, mais personne ne sait la chiffrer.

...inflation et pénurie de devises

Un phénomène accélérateur peut jouer : la pénurie de devises où se trouvera la France au printemps lorsqu'auront

été dépensés les 425 millions de dollars qui constituent son pécule actuel. Le commerce avec l'étranger s'est certes amélioré ces derniers mois, le taux de couverture des achats par les ventes revenant à 80 % de juillet à septembre (contre 70 % l'an dernier). Mais ce redressement est dû plus au ralentissement des importations qu'au progrès des exportations. Si celles-ci ne se développent pas, le gouvernement devra ramener les achats au niveau des ventes... perspective particulièrement préoccupante à deux mois de l'entrée en vigueur du Marché Commun. Le coup de frein donné à l'expansion s'en trouvera acru.

Ce dernier n'a d'ailleurs pas suffi à stopper l'inflation. Depuis l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, les prix de détail ont monté de 1,4 % (soit un rythme annuel de 4,2 %), bien que les prix de gros aient fléchi de plus de 3 %. La mauvaise récolte céréalière, l'insuffisante vendange, la pénurie traditionnelle de viande donnent à penser qu'en dépit de ses efforts, le gouvernement ne pourra juguler la hausse du coût de la vie. C'est un péril supplémentaire, car un vaste mouvement social, engendré par la hausse des prix, compromettrait singulièrement les efforts de M. Pinay pour stabiliser la monnaie.

Deux inconnues : l'Algérie, le Marché Commun

A ces périls immédiats s'ajoutent deux préoccupations majeures, déterminantes pour l'avenir économique de la France : le Marché Commun et le problème algérien. La compétition européenne du Marché Commun va s'engager dans d'assez mauvaises conditions pour la France : sans réserves de devises, avec des prix industriels souvent supérieurs à ceux de ses voisins, sous la menace d'une récession qui rendrait peut-être plus entreprenantes certaines industries mais affaiblirait les autres.

Sans jouer les prophètes, on peut augurer que le général de Gaulle tiendra les engagements de Rome, quitte à recourir rapidement au concours mutuel prévu par le traité. Le premier abaissement de 10 % des tarifs douaniers n'aura sans doute que peu d'effets; mais il permettra de mieux mesurer les risques réels du Marché Commun.

Désavantagée par le poids déjà considérable — en temps normal — de ses charges militaires, la France l'est davantage encore actuellement par le conflit algérien. Difficile à chiffrer de façon précise, le prix de la guerre excède sûrement 500 milliards par an; si l'on y ajoute les quelque 150 à 200 milliards d'investissements publics métropolitains annuels promis par le général de Gaulle pour la mise en œuvre du plan quinquennal algérien, on voit quel handicap le problème algérien impose à l'économie française.

Combien de temps la France traînera-t-elle ce fardeau? C'est l'inconnue politique, que les analyses économiques ne parviennent pas à élucider. La paix revenue en Algérie, l'entrée de la France dans le Marché Commun se ferait moins difficilement. Mais quand et comment la paix reviendra-t-elle? La parole, ici, n'appartient plus aux économistes.

Gilbert MATHIEU.